



L'EMPLOI, LE CHOMAGE ET LES CONDITIONS D'ACTIVITE DANS L'AGGLOMERATION D'ANTANANARIVO

Premiers résultats de la phase1 sur l'emploi 1995.

Premier trimestre 1995

Juin 1995

Emploi 95 - Résumé

MADIO (**MA**dagascar-**D**ial-**I**nstat-**O**rstom) est un projet chargé d'apporter aux autorités malgaches un appui à la réflexion macroéconomique. Une partie de ses travaux s'inscrit dans le cadre de la réhabilitation de l'appareil statistique national. Le projet est cofinancé par l'Union Européenne, l'Orstom et le Ministère français de la Coopération et du Développement, pour une durée initiale de deux ans (1994-1996). Il est basé dans les locaux de la Direction Générale de l'Instat à Antananarivo.

Adresse :

Projet MADIO, Institut National de la Statistique
B.P. 485, Anosy - Antananarivo 101, Madagascar



AVANT-PROPOS

Les résultats d'enquête présentés ici s'inscrivent dans un schéma d'études et de collaborations originales qui mérite d'être précisé .

1.- Un double objectif : le suivi des conditions d'activité des ménages et une approche macroéconomique du secteur informel.

Le projet MADIO mène au sein de l'INSTAT, pour le compte du Ministère de l'Economie et du Plan, une série d'études sur le processus de transition macroéconomique en cours, et les perspectives à moyen terme de Madagascar. Il est vite apparu que l'appréciation des conditions d'ajustement du secteur productif à la crise passait par la mobilisation d'informations statistiques adéquates, notamment sur le secteur informel. Ce secteur est non seulement envisagé comme une composante du secteur productif mais aussi quant à son rôle dans la satisfaction de la demande. L'objectif ultime est d'intégrer ce secteur dans la réflexion macroéconomique en se fondant sur les résultats de données d'enquêtes; cette démarche doit permettre de valider une représentation formalisée du rôle macroéconomique de ce secteur afin de dégager des propositions de politique économique le concernant.

Le second objectif de la série d'enquêtes réalisées par le projet MADIO est de permettre le suivi des conditions d'activité des ménages et du fonctionnement du marché du travail dans le temps. En effet, dans un pays où le facteur le plus abondant est justement le facteur travail, et où le principal objectif de la politique économique est la réduction de la pauvreté, alors même que l'immense majorité des pauvres tirent leurs revenus du travail, il était paradoxal qu'aucun dispositif pérenne de suivi dans ce domaine ne soit intégré dans le système national d'information statistique. Les enquêtes dont nous présentons ici les résultats se proposent de combler cette lacune, en se limitant dans un premier temps au marché du travail de la capitale.

2.- Une méthodologie originale : une enquête en plusieurs phases (1-2-3).

Menée dans un premier temps et pour des raisons pratiques sur la seule agglomération d'Antananarivo, cette enquête a pour objectif de donner une vision statistiquement représentative des conditions d'emploi de la population et du secteur informel à Antananarivo. Ainsi, la phase 1, dont les premiers résultats sont l'objet de cette publication, vise à donner une vue exhaustive des conditions d'emploi de la main-d'oeuvre. L'ensemble des patrons d'unités informelles, identifiés lors de la phase 1, sont enquêtés sur leur mode de production dans la phase 2. Enfin, les modalités d'appel à la production du secteur informel par les différents agents économiques fait l'objet de la troisième phase.

3.- Une collaboration scientifique réussie et multiforme.

Signes évidents de la réussite de cette opération : la cohérence interne des résultats, les délais de réalisation des différentes étapes et le respect de calendriers mobilisant la collaboration de plusieurs équipes. Ainsi, décidées dès la mise en place du projet MADIO, au cours du dernier trimestre 1994, les opérations de collecte se sont terminées en mai 1995, et les premiers résultats sont rendus disponibles en juin 1995. Le projet MADIO a assuré la conception d'ensemble de l'opération.

Partant de l'expérience acquise au Cameroun par les chercheurs de DIAL, l'enquête a été adaptée au contexte malgache par l'équipe du projet MADIO au cours des deux premiers mois de 1995. Nous tenons ici à remercier la Direction du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH93), ainsi que le Foiben Taosarintanin' i Madagasikara (FTM) qui ont mis gracieusement à notre disposition les informations nécessaires à l'élaboration du plan de sondage (la première nous a fourni certains documents de la cartographie censitaire, et le second nous a donné accès à une couverture aérienne récente de l'agglomération d'Antananarivo afin d'en déterminer les limites géographiques).

L'ensemble des opérations a été encadré par les cadres du projet MADIO. Il convient de saluer ici la performance de ces jeunes économistes-statisticiens malgaches, qui ont permis grâce à leur enthousiasme et leur professionnalisme de "boucler" l'enquête en un temps record, et de livrer des données dont la qualité compare avantageusement aux standards



internationaux en la matière. Cette performance est d'autant plus remarquable qu'ils n'avaient, pour la plupart d'entre eux, aucune expérience antérieure dans ce domaine.

La participation de fonctionnaires de l'INSTAT aux différentes phases de l'enquête a été décidée pour permettre à l'institut de prendre en charge cette enquête sans appui extérieur à l'avenir, dans la mesure où celle-ci a pour vocation d'être reconduite annuellement, en s'intégrant à part entière dans le cadre du système d'informations statistiques. Le développement d'une capacité d'expertise nationale en matière d'enquêtes auprès des ménages et du secteur informel devrait pouvoir être valorisé, aussi bien à Madagascar qu'à l'étranger, puisque EUROSTAT (Office Statistique des Communautés Européennes) a décidé de réaliser l'enquête 1-2-3 dans différents pays en développement, notamment en Afrique sub-saharienne.

Gageons qu'en cette période de difficultés économiques pour Madagascar, la mise à disposition de données de qualité en "temps réel" sur le marché du travail et les conditions d'activité des ménages, contribuera à l'élaboration et au suivi de politiques économiques qui, en dernière analyse, visent à améliorer le bien-être des populations. L'enquête 1-2-3 vient ainsi compléter et actualiser le gros investissement réalisé par l'INSTAT en matière d'informations statistiques sur les ménages (RGPH93, Enquête Permanente auprès des ménages 1993-94).

4.- Un financement multiple.

Lancées grâce à l'appui financier du Ministère Français de la Coopération et du Développement, ces différentes enquêtes ont également bénéficié du soutien de la Commission Européenne, de l'ORSTOM et bien sûr de l'INSTAT, notamment pour l'étape de saisie informatique des questionnaires.

Les premiers résultats des phases 2 et 3 de cet ensemble d'enquêtes, ainsi que des analyses thématiques spécifiques feront l'objet de publications au quatrième trimestre 1995.

5.- Remerciements.

Finalement, nous tenons à remercier l'équipe des enquêteurs et des superviseurs qui ont travaillé dans des conditions parfois difficiles, et surtout **l'ensemble des ménages qui ont répondu à cette enquête**, notamment les plus démunis d'entre eux, qui ont accepté de distraire quelques moments d'un temps précieux, le plus souvent consacré à la recherche d'activités économiques susceptibles de leur procurer des conditions de vie décentes et dignes. Nous espérons que ces instants offerts gratuitement contribueront, à travers l'utilisation des résultats de ce travail, à oeuvrer dans le sens de ces objectifs légitimes.

**ROUBAUD François
PROJET MADIO**

Liste des cadres de la phase 1 de l'enquête 1-2-3 1995 :

RAMAROHETRA José (MADIO, INSTAT, responsable collecte)
RANDRIANARISON Jean-Gabriel (MADIO, responsable saisie)
RABEFALY Philibert (Consultant)
RAKOTOMANANA Faly (MADIO)
RAKOTOVAO Jean-Marie (SMITIS, MADR)
RAKOTOVELO Lydia (INSTAT)

RALANTOARILOLONA Bodo (INSTAT)
RAMILISON Eric (MADIO)
RATSIMANDRESY Jean (INSTAT)
RAVELOSOA Rachel (MADIO)
RAZAFINDRAKOTO Mireille (MADIO)
ROUBAUD François (MADIO)



Tables des matières

(nombre de pages : 32)

I.- LA SITUATION SOCIO-DEMOGRAPHIQUE

Dynamique migratoire
Scolarité
Composition des ménages

II.- L'ACTIVITE

Les taux d'activité
Qui sont les inactifs ?

III.- LE CHOMAGE

Profils des taux de chômage
Qui sont les chômeurs
Caractéristiques et durée du chômage
Le mode de recherche d'emploi.
Le type d'emploi recherché.
Prétentions salariales des chômeurs.

IV.- STRUCTURE ET DYNAMIQUE DES EMPLOIS

Dynamique des emplois
La pluri-activité

V.- REVENUS DU TRAVAIL ET CONDITIONS D'ACTIVITE

Les revenus du travail.
Horaires de travail et sous-emploi
Conditions de travail et prestations des travailleurs dépendants.

VI.- INSERTION DES MENAGES SUR LE MARCHE DU TRAVAIL

Elaboration d'une typologie de ménages

VII.- PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE L'HABITAT PAR TYPE DE MENAGES

Les conditions d'habitation discriminent les catégories de ménages.
Un accès à la propriété limité



Liste des tableaux

- Tableau 1 : Type de ménages suivant le sexe du chef
Tableau 2 : Taux d'activité par sexe et par âge
Tableau 3 : Taux de chômage par sexe et par âge
Tableau 4 : Caractéristiques des chômeurs, et durée du chômage
Tableau 5 : Prétentions salariales et salaire de réservation des chômeurs
Tableau 6 : Structure des emplois par secteur institutionnel
Tableau 7 : Caractéristiques de l'emploi principal par secteur institutionnel
Tableau 8 : Caractéristiques de l'emploi principal par secteur institutionnel et catégorie socio-professionnelle
Tableau 9 : Taux de bénéficiaires de prestations par secteur institutionnel (pour les travailleurs dépendants)
Tableau 10 : Distribution des différentes catégories de ménages
Tableau 11 : Principales caractéristiques des chefs de ménage par type de ménages
Tableau 12 : Principales caractéristiques des membres secondaires des ménages par type de ménages
Tableau 13 : Revenus d'activité des ménages par unité de consommation
Tableau 14 : Origine du revenu d'activité des ménages par type de ménages
Tableau 15 : Principaux éléments de confort de l'habitat discriminant les catégories de ménages
Tableau 16 : Principaux éléments d'équipement discriminant les catégories de ménages
Tableau 17 : Mode d'occupation des logements par catégorie de ménages

Liste des graphiques

- Graphique 1 : La pyramide des âges
Graphique 2 : Niveau scolaire par classe d'âge
Graphique 3 : Taux d'activité par sexe et par âge
Graphique 4 : Taux de chômage par sexe et par âge
Graphique 5 : Répartition des actifs occupés par âge et par type d'emplois
Graphique 6 : Dynamique de la création brute d'emplois par secteur institutionnel
Graphique 7 : Distribution des revenus de l'emploi principal par secteur institutionnel



L'EMPLOI, LE CHOMAGE ET LES CONDITIONS D'ACTIVITE DANS L'AGGLOMERATION D'ANTANANARIVO ENQUETE 1-2-3

Premiers résultats de la phase 1 sur l'emploi.

La phase 1 de l'enquête révèle le contexte général et les traits saillants de l'activité et du chômage dans l'agglomération d'Antananarivo.

- Une population très jeune, à faible dynamique migratoire, entraînant une grande homogénéité ethnique. La migration est avant tout un phénomène urbain puisque les migrants proviennent essentiellement des villes secondaires du faritany d'Antananarivo.
- Une population instruite, où l'on retrouve la trace des efforts consentis pour l'allongement de la formation et la scolarisation des jeunes filles, même si on enregistre les premiers signes d'un phénomène de déscolarisation des plus jeunes.
- Une prédominance des familles nucléaires (chef de ménage, son conjoint éventuel et ses enfants), les familles élargies ne représentant que 29% des ménages ; et une proportion importante de ménages monoparentaux (21%).
- Un taux d'activité élevé: un peu moins de deux personnes sur trois, âgée de 10 ans et plus, a une activité économique ou recherche un emploi.
- **Un taux de chômage relativement faible, de 6,3%** , au sens du **Bureau International du Travail**: un actif sur seize est donc sans emploi et à la recherche d'un emploi.

Au total, sur 698 000 personnes de 10 ans et plus, 255 000 sont inactives. 76 000 d'entre elles sont des "*travailleurs découragés*", qui souhaiteraient avoir une activité économique, mais qui ne font pas de démarches dans cette direction. Reste donc, pour une population active de 443 000 personnes, 28 000 chômeurs et 415 000 actifs occupés, dont 60 000 sont par ailleurs en situation de sous-emploi visible, travaillant contre leur gré moins de 35 heures par semaine.

Ainsi, pour trois catégories de la population, totalisant 267 000 personnes, l'activité économique est soit insuffisante (sous-emploi visible : 60 000), soit recherchée (chômage : 28 000) ou bien encore à très faible productivité (sous-emploi invisible : 179 000). On peut donc estimer le taux de sous-emploi global à 60% de la population active. Dans ces conditions, **le sous-emploi, plus que le chômage, constitue le principal problème du marché du travail dans l'agglomération d'Antananarivo**. Si l'on y ajoute les 76 000 travailleurs découragés, c'est à dire les inactifs qui ne cherchent plus d'emplois faute de perspectives, le désajustement entre l'offre et la demande de travail est encore plus frappant. **L'insertion sur le marché du travail à Antananarivo est donc particulièrement affectée par la crise économique**.

- Le taux de chômage est très élevé chez les jeunes et le diplôme n'est pas un viatique contre le chômage: 7,5% des personnes ayant fait des études supérieures sont au chômage.
- Il s'agit d'un chômage de première insertion pour 43% d'entre eux, 23% ont subi l'effet des compressions de personnels, enfin un tiers des chômeurs ont quitté leur emploi antérieur de façon volontaire.
- Il s'agit d'un chômage de très longue durée, qui dure le plus souvent plusieurs années, ce qui met en évidence l'extrême difficulté des chômeurs à s'insérer ou à se réinsérer sur le marché du travail.

Dans ce contexte général, les actifs occupés se regroupent autour de **trois pôles d'activité** où les structures d'emploi, les revenus et les conditions de travail sont très contrastés :

- En premier lieu, **le secteur public et parapublic** (administrations et entreprises publiques), qui emploie 14,2% des actifs occupés. Il absorbe la moitié des emplois salariés qualifiés (60% des cadres, moyens ou supérieurs), de niveau scolaire élevé et dont l'emploi est très stable: l'ancienneté moyenne est de 10 ans. Le revenu dans le secteur public occupe le haut de la hiérarchie salariale, et les prestations sociales sont plus répandues. Le vieillissement progressif des salariés du secteur public suite au gel des embauches, pose un grave problème de politique économique, auquel il convient de remédier rapidement. En premier lieu, cette dérive est peu propice à la mise en place d'un secteur dynamique et efficace, au service du développement économique du pays, recherché dans le cadre de la politique de libéralisation actuelle. En second lieu, la mise à l'écart des nouvelles générations plus éduquées que leurs aînés pourrait renforcer le sentiment d'exclusion des jeunes, et favoriser le risque de "rupture générationnelle".



- En second lieu, **le secteur des entreprises privées formelles et le secteur social**, qui regroupent 28,3% de la main-d'oeuvre. Ses caractéristiques se rapprochent sous certains aspects de celles des entreprises "modernes" des pays industrialisés, avec un taux de salarisation de 80% et un quart des effectifs travaillant dans des établissements de plus de 100 personnes. L'ancienneté moyenne est de 5 ans, et les salaires se situent nettement en deçà de ceux du public. La zone franche joue un rôle croissant dans la génération d'emplois industriels, même si elle donne certains signes d'essoufflement. Elle se caractérise par une forte rotation du personnel, et il conviendrait de s'assurer non seulement du volume mais aussi de la qualité des emplois créés.

- Enfin, **le secteur des entreprises privées informelles**, qui concentre 57,5% des actifs occupés. La taille des établissements est très faible (88% des emplois proviennent d'unités de production de moins de 6 personnes), et les conditions d'activité précaires. L'emploi informel est avant tout de services, mais on observe aussi une bonne représentation dans certaines branches de l'industrie. La main-d'oeuvre est jeune, faiblement scolarisée, et très féminine. Les revenus et avantages sociaux y sont plus bas que dans les autres secteurs. C'est dans le secteur informel où le sous-emploi sévit avec le plus d'acuité. L'enjeu pour ce secteur consiste à trouver les modalités d'un accroissement de la productivité et de la réorientation des emplois vers des activités de transformation, conditions nécessaires à l'amélioration des conditions d'activité.

C'est aussi le secteur informel qui est, depuis le début de la crise, le principal moteur de la création d'emplois. Sa montée est nette à partir de 1981: alors que le secteur public était sur la période 1975-80 le principal pourvoyeur d'emplois, le secteur informel a pris progressivement la relève pour offrir 60% des créations (brutes) d'emplois en 1994/95 à Antananarivo. Mais l'effet de substitution entre emplois publics et emplois privés est en fait plus large puisqu'on observe également une montée du secteur privé formel à partir de 1989.

Concernant le mode d'insertion des ménages, pris comme unité d'analyse de base, **sur le marché du travail**, quatre classes suivant le secteur institutionnel (emploi principal) du chef de ménage peuvent être distinguées : les ménages dont le chef exerce dans le secteur public, ceux dont le chef est dans le secteur privé formel, ceux dont le chef travaille dans le secteur informel, et enfin, ceux dont le chef est soit inactif soit chômeur.

Cette typologie des ménages s'avère pertinente dans la mesure où elle permet de discriminer le revenu total et le mode d'insertion des membres secondaires du ménage sur le marché du travail. Les membres secondaires des "*ménages publics*", bénéficiant globalement d'un niveau d'éducation plus élevé, ont six fois plus de chance d'entrer dans le secteur public, et gagnent en moyenne deux fois plus que les membres secondaires des "*ménages informels*". Par ailleurs, les revenus totaux dans les "*ménages formels*" sont de 30% supérieurs à ceux des "*ménages informels*" si l'on tient compte de la taille différentielle des ménages. Ces revenus sont homogènes quant à leur source puisque 80% du revenu total des "*ménages formels*" (resp. "*informels*") provient du secteur formel (resp. informel).

Au niveau agrégé, il est intéressant de noter que **le quart du revenu total des ménages de l'agglomération d'Antananarivo provient du secteur public** alors qu'il ne compte que pour 14% des emplois. Ce chiffre souligne l'importance de l'impact des mesures affectant la masse salariale du secteur public sur la consommation finale privée.

L'opposition marquée entre les "*ménages publics*", "*privés formels*" et "*inactifs/chômeurs*" d'une part, et les "*ménages informels*" d'autre part, apparaît également au niveau des conditions d'habitation. 80% des "*ménages publics*" utilisent l'électricité comme principal mode d'éclairage, alors que 43% seulement des "*ménages informels*" bénéficient de cet élément de confort. Globalement, **un gros effort doit être consenti en matière d'infrastructure, pour satisfaire les besoins de base des ménages.** En effet, moins de 60% des familles de la capitale sont raccordées au réseau électrique, et l'adduction d'eau est très insuffisante : 20% des ménages jouissent de l'eau courante dans leur lieu d'habitation et à peine **10% possèdent des toilettes avec chasse d'eau individuelle.** Un **programme ambitieux d'investissement public** dans ce domaine pourrait répondre à un double objectif : amélioration des conditions de vie et d'hygiène des ménages, facteurs d'accroissement de la productivité du travail, et création d'emplois et de revenus engendrant un important effet multiplicateur. Reste à en étudier les modalités de financement.

Finalement, **l'enquête met en évidence l'image d'un marché du travail qui se reconstruit mais avec des conditions d'activité qui restent insatisfaisantes.** Un sous-emploi massif, malgré un chômage relativement faible en est le symptôme patent. Les emplois du secteur informel, qui jusqu'ici a servi d'amortisseur, restant très précaires, les politiques visant à la résorption des déséquilibres macro-économiques devront prendre en compte explicitement cette situation afin d'améliorer les conditions d'activité des ménages, qui constituent la clef de leur bien-être.



METHODOLOGIE

L'enquête 1-2-3, est une enquête statistique en plusieurs phases, visant à appréhender l'emploi et les activités économiques des ménages, notamment dans le secteur informel. La phase 1 de l'enquête dont nous présentons ici les résultats, est une enquête auprès des ménages de l'agglomération d'Antananarivo qui collecte des informations sur l'offre de travail et le mode d'insertion des individus sur le marché du travail. Ce type d'informations sur les ménages fait cruellement défaut, alors même que l'environnement international et les politiques d'ajustement particulièrement sévères affectent fortement les conditions de vie de la population.

Le plan de sondage retenu utilise la technique des enquêtes aréolaires à deux degrés, le premier consistant en un tirage de segments (constitué dans la plupart des cas de Fokontany), et le second sélectionnant des ménages dans ces segments. A partir d'une mosaïque de photo-aériennes récentes (février 1994) de la ville, les limites réelles de la conurbation d'Antananarivo ont été obtenues, après validation sur le terrain. L'agglomération est définie comme un ensemble d'habitation connexe (les solutions de continuité ne devant pas dépasser 200 mètres), englobant la ville administrative d'Antananarivo Renivohitra. A l'intérieur de ces frontières, les 78 segments échantillonnés en vue de l'exploitation au 1/10ème du RGPH93 (les seuls pour lesquels l'information du RGPH93 étaient disponibles au moment de l'enquête) ont été sélectionnés. Le premier degré de l'enquête correspond à un sondage équiprobable à 10%, obtenu par tirage aléatoire systématique de segments sur liste. Au second degré, l'échantillon de ménages a été constitué par tirage aléatoire systématique de ménages sur liste, ces ménages ayant été exhaustivement dénombrés dans les 78 segments.

Les opérations de dénombrement des ménages ont eu lieu en février-mars 1995 et la collecte sur le terrain en avril 1995. Les mois de mai-juin ont été consacré à la saisie et à l'apurement des fichiers. Les fichiers ont été analysés au cours de la troisième semaine de juin pour une publication des premiers résultats fin juin 1995.

Finalement, 19 690 ménages ont été dénombrés dans les 78 segments, dispersés dans toute l'agglomération. 12 149 personnes appartenant à 2560 ménages ont pu être enquêtées. Cet échantillon a permis d'identifier 9 096 individus de 10 et plus, dont 5 514 actifs occupés et 362 chômeurs, assurant la qualité des estimateurs statistiques pertinents. Les intervalles de confiance présentés ci-dessous pour quelques variables-clefs, donnent une mesure quantitative de la précision des estimateurs obtenus. Ainsi, on obtient, au seuil de 5%, les intervalles suivant :

TOTAUX	RATIOS
Population totale de l'agglomération : 932 000 +/- 6700	Taux d'activité : 64,6% +/- 1,8%
Population active occupée : 415 000 +/- 4100	Taux de salarisation : 56,9% +/- 2,9%
Nombre de chômeurs : 27 800 +/- 1300	Taux de chômage : 6,3% +/- 1,0%.

La présente publication correspond à des premiers résultats susceptibles d'être révisés ultérieurement.

CONCEPTS ET INDICATEURS

Population en âge de travailler : population âgée de 10 ans et plus.

Population active : chômeurs plus population active occupée.

Chômeurs : personnes n'ayant pas travaillé (ne serait-ce qu'une heure) lors de la semaine précédant l'enquête, et ayant recherché un emploi au cours du mois précédant l'enquête.

Population active occupée : population ayant travaillé au moins une heure au cours de la semaine précédant l'enquête, plus les personnes n'ayant pas travaillé mais qui ont normalement un emploi et qui sont soit en vacance, soit malades, soit en grève, soit qui sont en arrêt provisoire de travail, plus tous les individus qui doivent commencer à travailler au cours du mois suivant l'enquête.

Secteur Informel : ensemble des unités de production qui ne possèdent pas de numéro statistique (n°STAT), ou, dans le cas des patrons et des travailleurs à leur propre compte, qui ne tiennent pas de comptabilité.

Taux d'activité : rapport de la population active à la population en âge de travailler.

Taux de chômage : rapport du nombre de chômeurs à la population active.

Taux de dépendance : rapport du nombre de personnes au chômage ou inactives, au nombre d'actifs occupés au sein de chaque ménage.

Taux de salarisation : rapport du nombre de salariés, à la population active occupée.

Taux de pluri-activité : rapport du nombre de personnes exerçant un ou plusieurs emplois secondaires, à la population active occupée.

Taux de sous-emploi visible : rapport du nombre d'actifs occupés travaillant involontairement moins de 35 heures par semaine, à la population active occupée.

Taux de sous-emploi invisible : rapport du nombre d'actifs occupés gagnant moins que le salaire minimum horaire, à la population active occupée.

Taux de sous-emploi global : rapport du nombre de chômeurs, et d'actifs occupés en situation de sous-emploi (visible ou invisible), à la population active.

Le marché du travail en chiffres :
agglomération d'Antananarivo, 1995

	1995
Situation socio-démographique	
Population	932 000
Âge médian	21 ans
Proportion de migrants	26,8%
Taux net de scolarisation primaire	82,4%
Taux net de scolarisation secondaire (1er cycle)	33,1%
Proportion de 10 ans et + qui déclarent parler français couramment	25,3%
Nombre de ménages	196 500
Taille moyenne des ménages	4,74
Proportion de ménages dirigés par une femme	19,8%
Activité	
Nombre d'actifs	443 000
Taux d'activité	63,5%
Taux d'activité des hommes	68,8%
Taux d'activité des femmes	58,5%
Taux d'activité des 10-14 ans	12,6%
Nombre de travailleurs découragés	73 000
Chômage	
Nombre de chômeurs	28 000
Taux de chômage	6,3%
Taux de chômage	5,8%
Taux de chômage	6,8%
Proportion de primo-demandeurs	42,5%
Durée moyenne du chômage (mois)	29,8
Proportion de chômeurs de longue durée	64,3%
Salaire de réservation des chômeurs (1 000 Fmg)	97
Emploi	
Nombre d'actif occupés	415 000
Proportion d'emplois dans l'administration publique	11,6%
Proportion d'emplois dans les entreprises publiques	2,6%
Proportion d'emplois dans le secteur privé formel	26,7%
Proportion d'emplois dans le secteur informel	57,5%
Nombre d'emplois dans les entreprises franchises	13 000
Nombre d'heures ouvrées par semaine	41,6
Taux de salarisation	54,2%
Taux de pluri-activité	9,2%
Revenu mensuel moyen dans l'emploi secondaire (1 000 Fmg)	54
Revenus et sous-emploi	
Revenu mensuel moyen dans l'emploi principal	103
Revenu mensuel médian dans l'emploi principal	65
Revenu mensuel moyen dans l'administration	180
Revenu mensuel moyen dans les entreprises publiques	209
Revenu mensuel moyen dans le secteur privé formel	126
- dont revenu mensuel moyen dans les entreprises franchises	79
Revenu mensuel moyen dans le secteur informel	69
Taux de sous-emploi visible	14,4%
Taux de sous-emploi invisible	48,4%
Taux de sous-emploi global	59,5%